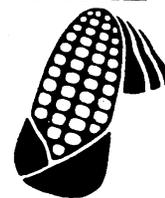




**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2157 • AmL29
1-15 juin 1997

MOTS-CLEFS
Nationalisme
Xénophobie
Racisme
Identité

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

LA PEUR DU VOISIN

Les enquêtes réalisées en Amérique latine manifestent que les pays les plus craints sont les voisins les plus proches et que les pays les mieux considérés sont aussi les plus lointains. Un contexte de chômage élevé et l'amalgame fait entre l'immigrant frontalier et le travailleur clandestin peuvent constituer des facteurs immédiats d'explication. Mais il faut sans doute aller plus loin et rechercher les raisons d'un tel comportement dans la définition

même de l'identité nationale. Aussi, la question est-elle aujourd'hui de savoir comment faire émerger une nouvelle identité pour déboucher sur un espace commun latino-américain.

L'article ici publié est paru sous la plume de María Braun, sociologue et Helena Rovner, politologue, dans Clarín, du 19 novembre 1996 (Buenos Aires, Argentine).

Faire changer les regards pleins de préjugés que des pays voisins portent les uns sur les autres devient une tâche urgente et nécessaire en ces temps de globalisation. Ces regards pleins de préjugés qui caricaturent les images mutuelles des Argentins et des Chiliens se retrouvent dans toute l'Amérique latine. En effet, Paraguayens, Boliviens, Brésiliens et Vénézuéliens s'engouffrent dans le courant irrationnel d'appréhension face à l'étranger le plus proche.

Comme l'affirme Romero, cette "horripilante déformation du nationalisme" constitue aujourd'hui une caractéristique regrettable de nos cultures politiques. Ce regard historique trouve un écho dans l'analyse des enquêtes d'opinion publique. En effet, les données du Baromètre latino-américain - une enquête d'opinion publique réalisée de manière systématique et simultanée dans la majorité des pays d'Amérique latine - laisse apparaître une réalité peu optimiste : les voisins les plus

proches sont précisément ceux qui deviennent les ennemis extérieurs. Et si les projets d'intégration (Mercosur, Pacte andin, ALENA¹) sont évalués très positivement, les peuples impliqués dans ces projets sont considérés avec inquiétude.

Le rêve de la grande patrie ?

Les regards réciproques ne parlent ni de tolérance, ni de liens culturels et symboliques forts. Plus de la moitié des personnes interviewées au Brésil, au Chili et en Colombie se méfient des Argentins ; les Argentins, les Brésiliens et les Boliviens se méfient des Chiliens dans une proportion qui avoisine les 60 % ; les Boliviens sont mal vus, dans une proportion effrayante de près de 70 %, par les Brésiliens, les

1. Le Mercosur, Marché commun des pays du Sud de l'Amérique latine regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Pacte andin a pour États-membres la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Venezuela et le Pérou. L'ALENA est l'accord de libre échange nord-américain entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (NdT).

Paraguayens, les Uruguayens ou les Argentins ; 88% des Équatoriens se méfient des Péruviens, tandis que 87 % des Péruviens se méfient des Équatoriens; presque la moitié des Mexicains craignent les Argentins, les Équatoriens, les Vénézuéliens ou les Boliviens ; et ce ne sont là que quelques exemples. Paradoxalement, les peuples les mieux considérés sont les peuples lointains et puissants : les Nord-Américains, les Japonais et les Européens remportent la palme de la confiance que leur font les laissés-pour-compte du tiers monde.

Dans un contexte de chômage élevé, le voisin devient une menace

On pourrait penser, sans pour autant le justifier, que la hantise d'une perte du niveau de vie entraîne une augmentation de la crainte et de la méfiance envers les citoyens des pays voisins. Si on y ajoute l'amalgame entre l'image de l'immigrant frontalier et celle du travailleur

clandestin - espèce de fantôme qui acceptera des salaires inférieurs et des conditions de travail plus mauvaises - la peur du voisin, dans un contexte régional de chômage élevé, devient une menace concrète.

Par-delà cette lecture immédiate, la crainte qu'inspire la présence de l'étranger est sans doute un thème de tradition ancienne en analyse politique : depuis les auteurs classiques, l'une des idées maîtresses sur lesquelles on s'appuie pour définir l'identité d'un État est que la nation voisine ne partage pas les mêmes règles de vie sociale, et peut toujours, du fait qu'elle se trouve en dehors du contrat social qu'implique la nationalité, soit devenir un agresseur, soit être passible d'agression. On ne manquera pas de remarquer à quel point la notion de l'étranger vu comme un danger a développé l'idée de nationalité. Comme l'affirme Edgar Morin dans *L'État Nation* : "la nation est une société dans ses relations d'intérêt, de compétitions, de rivalités ... mais c'est également

une communauté identitaire, une communauté d'attitudes et une communauté de réactions face à l'étranger."

Un rejet funeste

Il serait trop naïf de supposer qu'une semblable tradition unificatrice basée sur le rejet de l'étranger ne se traduise pas dans l'opinion publique par une crainte spontanée vis-à-vis des voisins immédiats, crainte qui diminue quand il s'agit des pays lointains. La prise de conscience et la mise en garde envers cette dangereuse entrave à l'intégration régionale sont les premiers pas vers l'émergence d'une conception nouvelle, c'est-à-dire d'une idée d'intégration capable de donner lieu à la création d'une nouvelle identité qui, dans le respect des habitants originaires, débouchera sur un espace commun, libéré des préjugés et d'intolérances irrationnels.

Dans ce sens, les réflexions insistant sur la nécessité de poser, au niveau

culturel et éducatif, la question d'une paix intégratrice sur le plan national, régional et international, nous semblent pertinentes, dans la mesure où elles proposent comme objectif politique conscient de passer d'une rhétorique intégrationniste à des mises en œuvres concrètes. La création de programmes éducatifs communs, la création d'universités et de cycles de spécialisations universitaires au plan régional, l'élimination de l'analphabétisme, la généralisation de l'enseignement primaire de base peuvent traduire concrètement le lancement de nouvelles valeurs, de nouveaux besoins et de nouvelles réflexions.



Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.